

Récépissé de déclaration

Il vous est délivré un récépissé de déclaration suite au dépôt du complément de dossier de déclaration IOTA concernant le projet Création d'enseignes commerciales sur la commune principale Saint-Genis-Pouilly 01630.

ATTENTION : CE RÉCÉPISSÉ ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N' AUTORISE PAS LE DÉMARRAGE IMMÉDIAT DES TRAVAUX

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU les schémas directeurs et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux mentionnés aux articles L. 212-1 et L. 212-3 potentiellement en cours de validité sur le périmètre du projet ;

VU le code général des collectivités territoriales;

VU le code civil, et notamment son article 640;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement transmis à l'administration et considéré complet en date du 18/10/2023, présenté par SNC SEPRIC REALISATIONS , enregistré sous le n° **DIOTA-230921-092651-739-003** et relatif à Création d'enseignes commerciales ;

Il est donné récépissé du dépôt de sa déclaration au déclarant suivant :

SNC SEPRIC REALISATIONS
123 RUE BOULOGNE-BILLANCOURT
null
92100 BOULOGNE BILLANCOURT

concernant :

Création d'enseignes commerciales

dont la réalisation est prévue à :

- Saint-Genis-Pouilly 01630

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement.

Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA

* Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	* Quantité totale	* Quantité projet	* Régime	Précisions sur les AIOT concernées par le projet
2.1.5.0	2	Rejets d'eaux pluviales	1.770 ha	1.770 ha	D	

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés de prescriptions générales relatifs à ces rubriques disponibles sur le site internet https://aida.ineris.fr/liste_documents/1/17940/1

Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 18/12/2023 correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception des compléments du dossier durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par le préfet, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Si le projet est également soumis à déclaration d'intérêt général au titre de l'article R.214-88 du code de l'environnement, le préfet dispose alors de 3 mois à compter de la réception par la préfecture du dossier de l'enquête pour s'opposer à la déclaration loi sur l'eau, en application de l'article R.214-95 du code de l'environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à une amende pour une contravention de cinquième classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par cinq conformément à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau compétent à l'échéance de ce délai, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, conformément à l'article R.214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé, ainsi que, le cas échéant, des prescriptions spécifiques imposées ou de la décision d'opposition seront alors adressées aux communes où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture concernée durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage en mairie et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le déclarant est invité à avertir le service de police de l'eau compétent de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans, ou dans un autre délai fixé par le préfet à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au

dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet compétent qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En application de l'article R. 214-40-2 du code de l'environnement, toute transmission du bénéfice de la déclaration à une autre personne que celle mentionnée au dossier de déclaration doit être déclarée par le nouveau bénéficiaire au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de son activité.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux et activités, objets de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

La référence de votre dossier est : DIOTA-230921-092651-739-003

Le code postal du projet (commune principale) est : Saint-Genis-Pouilly 01630

Cette référence et un numéro d'AIOT vous seront nécessaires pour déposer les éventuels compléments et pièces de procédure que sollicitera l'administration. Ce numéro d'AIOT vous sera transmis par l'administration en charge de l'instruction de votre dossier.

Votre avis nous intéresse

Dans une logique d'amélioration continue, nous vous invitons à consacrer une ou deux minutes à répondre à ce [court sondage](#).

Récapitulatif

Pièces jointes ajoutée(s), modifiée(s) et/ou supprimée(s)

2 - Déclarant(s)

Aucune pièce jointe n'a été ajoutée, modifiée ou supprimée.

3 - Localisation

Aucune pièce jointe n'a été ajoutée, modifiée ou supprimée.

5 - Documents

Document d'incidence ou étude d'impact : [DLE_Saint-Genis-Pouilly_Document_incidence_V2.pdf](#) - [fichier modifié](#).

6 - Plans

Éléments graphiques, plans ou cartes du projet : [Elements_graphiques_V2.pdf](#) - [fichier modifié](#).

1 - Démarche

Votre projet est-il également soumis à autorisation au titre de la nomenclature loi sur l'eau ? **Non**

Votre projet est-il soumis à évaluation environnementale ? **Non**

Votre projet est-il connexe à une ICPE ? **Non**

Nom du projet : **Création d'enseignes commerciales**

Numéro d'AIOT : **0100030469**

Numéro CASCADE : **Je ne connais pas mon numéro CASCADE**

Service instructeur coordonnateur en charge de votre dossier : **La DDT(M)**

Avez-vous échangé sur le projet avec ce service instructeur avant de déposer ce dossier ? **Non**

Cette démarche initiale DIOTA est-elle la première autorisation ou déclaration déposée sur le projet ? **Non**

* Nom de l'autorisation ou de la déclaration Jusqu'à 250 caractères autorisés	* Date de dépôt Date au format JJ/MM /AAAA	* Organisme en charge de l'instruction Jusqu'à 100 caractères autorisés
Examen au cas par cas	07/06/2023	DREAL

Conditions d'engagement du déclarant :

- Je m'engage à ce que les fichiers déposés comprennent les informations réglementaires requises, dont les références sont rappelées pour chaque dépôt de fichier tout au long de la téléprocédure.
- Je m'engage à ne déposer aucun dossier contenant une ou plusieurs pièces confidentielles. Ce dossier doit être déposé directement au service instructeur coordonnateur.
- Je prends note que tous les plans réglementaires sont déposés en fin de la téléprocédure. (étape 6)
- Je reconnais avoir pris connaissance de l'ensemble des prescriptions générales applicables à mon projet
- En initiant le dépôt de mon dossier via la téléprocédure, je m'engage à déposer les compléments sur [Service-public.fr](#)

2 - Déclarant(s)

Déclarant ou mandataire : **Mandataire**

N° SIRET : **48170327000035**

Organisme : **AD ENVIRONNEMENT**

Nom : **CHAZAL**

Prénom : **ROBIN**

Fonction : **Chargé d'opérations**

Adresse email : **rchazal@ad-environnement.fr**

Téléphone portable : + 33 750125293

Mandat (Pièce jointe) : **Mandat_depot_St Genis Pouilly Signé 2023 09 01.pdf**

Déclarant (Personne morale) N° 1

N° SIRET : **41824631000035**

Raison sociale : **SNC SEPRIC REALISATIONS**

Forme Juridique : **Société en nom collectif**

Adresse en France

123 RUE BOULOGNE-BILLANCOURT

92100 BOULOGNE BILLANCOURT

Signataire

Nom : **KAUFFMANN**

Prénom : **FRANCOIS**

Qualité : **Directeur Technique**

Téléphone fixe : + **00000 478608037**

Téléphone portable : + **00000 611438125**

Adresse email : **fkauffmann@sepric.fr**

Référent

Nom : **KAUFFMANN**

Prénom : **FRANCOIS**

Fonction : **Directeur Technique**

Téléphone fixe : + **33 478608037**

Téléphone portable : + **33 611438125**

Adresse email : **fkauffmann@sepric.fr**

Adresse email d'échange avec l'administration

Adresse email : **fkauffmann@sepric.fr**

3 - Localisation

Adresse du projet

Code postal et commune : **01630 Saint-Genis-Pouilly**

Numéro et voie ou lieu dit : **81 Rue de la Faucille**

Géolocalisation du projet

X : **933214**

Y : 6578452

Projection : Lambert 93

Parcelles : Parcelles St Genis Pouilly.csv

4 - Activités

La déclaration est-elle une régularisation d'activité ? **Non**

Le projet se trouve-t-il dans le périmètre d'un ou plusieurs Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ? **Non**

Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA

* Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	* Quantité totale	* Quantité projet	* Régime	Précisions sur les AIOT concernées par le projet
2.1.5.0	2	Rejets d'eaux pluviales	1.770 ha	1.770 ha	D	

Caractéristiques du projet

Le projet est-il un plan de gestion établi pour la réalisation d'une opération groupée d'entretien régulier d'un cours d'eau, canal ou plan d'eau ? **Non**

Le projet est-il une installation utilisant l'énergie hydraulique ? **Non**

5 - Documents

Résumé non technique : **présentation non technique pdf.pdf**

Document d'incidence ou étude d'impact : **DLE_Saint-Genis-Pouilly_Document_incidence_V2.pdf**

Évaluation des incidences Natura 2000 : **Evaluation des incidences NATURA 2000.pdf**

Justificatif de maîtrise foncière : **Preuve de maîtrise foncière.pdf**

6 - Plans

Éléments graphiques, plans ou cartes du projet : **Elements_graphiques_V2.pdf**

Fichier supplémentaire : **descriptif projet pdf.pdf**

Précisions : **Suite à la demande de complément en date du 05/10/2023, la modification des fichiers suivants à été effectué afin de répondre au mieux possible à la demande : - Modification du document d'incidence : Ajout, en page 14 du rapport, d'un tableau de compatibilité du projet avec les dispositions du Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PRGI) du bassin Rhône Méditerranée. Rajout, en page 9, de précision concernant le rejet de l'ouvrage et le clapet anti-retour. - Modification du document d'éléments graphiques : Remplacement, en page 2, de l'ancien plan masse projet, par un nouveau plan masse intégrant la côte d'implantation de l'ouvrage et de son exutoire.**

copie

Service Protection et Gestion de l'Environnement

Unité Gestion de l'Eau

SEPRIX REALISATIONS
123 rue du Château
92 100 BOULOGNE BILLANCOURT

Référence : AIOT 0100030469
DIOTA 2300921-092651-739-003

Affaire suivie par : Adeline Bailly
ddt-spge-ge@ain.gouv.fr
tél. 04 74 45 63 43

Bourg en Bresse, le 27/10/2023

Monsieur,

Votre dossier de déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement, relatif aux travaux de gestion des eaux pluviales pour le projet de création d'enseignes commerciales situé sur la commune de Saint-Genis-Pouilly a fait l'objet de récépissés dématérialisés n° DIOTA-230601-142719-333-019, en date du 21 septembre 2023 et du 18 octobre 2023, ne valant pas autorisation de réaliser les travaux.

Suite à l'instruction technique par le service police de l'eau de la direction départementale des territoires, le dossier n'a pas été jugé régulier et une demande de compléments vous a été adressée le 5 octobre 2023.

Par téléprocédure en date du 18 octobre 2023 vous m'avez adressé les compléments demandés.

Je vous informe que votre dossier est régulier au sens de l'article R. 214-35 du code de l'environnement et que les travaux peuvent donc commencer sans délai.

Des copies du récépissé de déclaration visé ci-dessus et de la présente lettre sont adressées en mairie de la commune de SAINT-GENIS-POUILLY, pour affichage pendant un délai d'un mois minimum. Le récépissé est également mis en ligne sur le site internet des services de l'État dans l'Ain pendant six mois minimum.

Je vous prie de croire, Monsieur, en l'assurance de ma considération distinguée.

La cheffe de service adjointe,